

Verviers, le 19 juin 2015

Communiqué du Député André FREDERIC, Député fédéral et 1^{er} Vice-Président de la Chambre

Ce vendredi 19 juin, j'ai eu l'occasion de visiter le site de l'ancienne prison de Verviers accompagné par un responsable de la Régie des Bâtiments ainsi que de Monsieur Denis Pinon, délégué CGSP.

J'ai pu constater de visu l'état de délabrement des bâtiments encore restés debout (40% de l'ancienne surface construite) et de la nécessité de prendre rapidement des initiatives dans ce dossier.

Malgré toutes les interpellations au Ministre de la Justice et au Ministre de la Régie des Bâtiments, le dossier est actuellement au point mort et personne ne semble s'en soucier.

Pourtant, le Gouvernement précédent avait adopté le Master Plan ter qui prévoyait la reconstruction sur site d'une nouvelle prison d'une capacité de 280 détenus. Le Gouvernement actuel tarde à prendre position clairement et ma crainte est grande que ce dossier, comme beaucoup d'autres hélas en région verviétoise, demeure aux oubliettes.

Je reste convaincu qu'avec ce site de 5,5 ha à 3 minutes du Palais de Justice et bénéficiant d'une enceinte récemment rénovée et sécurisée à grands frais, la reconstruction sur site est la meilleure solution et la moins chère.

Il est à noter que même si la décision de reconstruire était prise aujourd'hui, il faudrait attendre au minimum 2020 pour accueillir à nouveau des détenus et le personnel à Verviers.

Ce dossier est emblématique de la considération que le Gouvernement fédéral accorde à Verviers. Pour mémoire :

- le Palais de Justice continue à tomber en ruine et le rachat d'une partie de l'immeuble Tpaln n'est toujours pas finalisé ;
- au 1^{er} juillet, des justices de paix vont être fusionnées sans aucune concertation avec les autorités locales ;
- Fermeture des petites gares (Spa, Theux, Pepinster,...) et désinvestissement dans les lignes en milieu rural ;
- Transfert de certains services des Finances (de Malmedy à Spa) ;
- Fermeture de bureaux de poste ;
- Incertitude du maintien de l'activité à la caserne militaire de Spa, pour ne prendre que ces exemples.

J'en appelle à une réelle mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés, et pour le dossier de la prison en particulier du Bourgmestre de Verviers, afin que notre arrondissement ne devienne pas demain un désert de services publics.

Pour ma part, je continuerai sans faiblir à interpellier les Ministres responsables pour défendre nos outils de service public, moteurs aussi de notre économie régionale.

Plus d'infos ?

André FREDERIC – 0475/620.866